

ET SON MONDE ?



**CONTRIBUTIONS
ANARCHISTES
SUR LA LUTTE
CONTRE L'AÉROPORT
DE NOTRE-DAME-DES-LANDES**

CONTRE L'AÉROPORT ET SON QUOI ?

(Pyrex)

mars 2013

Il est certainement inutile de revenir ici sur les détails du projet de transfert de l'aéroport de Nantes nécropole vers le site de Notre-dame-des-Landes, qui se heurte à une opposition multicolore depuis de nombreux mois. Ce qui nous intéresse, disons-le clairement, ce ne sont pas non plus les charmes d'une forêt ou d'un «bocage unique» à préserver à tout prix, ni une ingéniosité dans la construction de cabanes qu'il serait dommage de brimer, ou encore les effets désastreux qu'un «grand projet inutile» provoquerait sur notre portefeuille d'assisté métropolitain. Par contre, le fait que des centaines d'individus se battent contre une nuisance quelconque *et contre le monde qui l'accompagne*, voilà qui a de quoi nous réjouir, et nous faire réfléchir sur les possibilités que contient cette lutte. Sans la prendre de façon acritique comme un modèle qu'il s'agirait de diffuser un peu partout, et pas non plus pour la liquider d'un trait au nom de limites qui ne sont affrontées qu'à la marge, mais afin d'entamer une discussion autour de la question des luttes partielles.

CONTRE UN AÉROPORT...

Comme beaucoup de luttes locales, celle contre le nouvel aéroport de Nantes a longtemps semblé devoir n'emprunter que le chemin boueux des rassemblements plan-plan, des recours juridiques et autres pres-

sions pétitionnaires sur les élus, avant qu'une nouvelle détermination et l'approche des travaux ne viennent secouer ce qui n'aurait pu rester qu'une mobilisation de plus contre une nuisance de plus. Pendant des décennies, ce sont en effet essentiellement des riverains, une partie des futurs agriculteurs expropriés et les bureaucraties syndicales et politiques qui les représentent qui ont porté une contestation citoyenne contre ce projet¹. Il y a quelques années pourtant, en plus des habitants qui avaient déjà des baux précaires avec le Conseil général sur le futur site (27 maisons), une nouvelle vague est aussi venue s'ajouter en commençant à *squatter* sur place, comme au Rosier en 2007. Par couches successives, d'autres occupants les ont rejoint, par exemple suite à des initiatives comme *Reclaim the Fields* (occupation de la ferme maraîchère du Sabot en mai 2011) ou le *Camp action-climat* d'août de cette année-là, ou encore attirés par un mode de vie différent de celui des métropoles. De proche en proche, après l'appel d'offre remporté par Vinci fin 2010 et l'opposition aux premiers travaux préliminaires (piquetages et forages géotechniques, aménagement de voies d'accès) ou aux huissiers, pas mal de monde est finalement passé à

Notre-dame-des-Landes, et certains ont également fini par y rester.

Enfin, suite aux semaines d'octobre 2012 de résistance acharnée à l'expulsion des lieux occupés, et notamment autour de la grande manifestation unitaire du 17 novembre (de 10 000 à 40 000 personnes selon la générosité des comptables), nombre d'individus de tous horizons ont encore bouleversé la donne en rejoignant le site. Depuis, aussi bien la mise en place de capacités d'accueil et de ravitaillement solidaires à une plus vaste échelle, la médiatisation plus ou moins volontaire des échéances à court terme, tout comme l'effet d'entraînement d'une lutte contre un gouvernement porteur de désillusions et qui joue du bras de fer, tout cela a inévitablement contribué à brouiller un peu plus les cartes quant au contenu possible de ce qui est désormais devenu un mouvement qui dépasse une lutte locale (naissance de 200 comités un peu partout, initiatives décentralisées et diffuses, récupérations en tous genres, participation militante d'une partie du «peuple de gauche»).

Plusieurs raisons de s'opposer à l'aéroport cohabitent donc logiquement dans ce mouvement, sans qu'il y ait d'ailleurs beaucoup plus que cela à partager sur le fond, au-delà d'agréables rencontres. Si d'un côté on ne peut pas réduire les individus du coin en lutte à de strictes questions matérielles, on ne peut pas non plus d'un autre côté évacuer d'un coup les différences entre ceux qui sont attachés à leur terre, leur ferme ou leur maison, et les occupants de passage

qui risquent fort de repartir après l'abandon ou la construction de l'aéroport. Et même parmi ces derniers, on ne peut que constater la différence substantielle qui existe entre partisans de la construction d'un «vaste mouvement populaire» qui prendrait le Larzac comme référence, ce qui signifie notamment s'aligner sur le plus petit dénominateur commun, et partisans d'une lutte radicale qui prendrait l'aéroport comme prétexte pour développer participation qualitative et expérimentation de méthodes, en un aller-retour permanent entre le site et leur quotidien.

A titre d'exemple, cette dernière idée était développée sans détour dans un tract distribué en décembre dernier, lors d'une manifestation de solidarité à Tours : *«il faut toutefois comprendre que Notre-Dame-des-Landes pour nous, c'est comme ailleurs. La ZAD pourrait être un désert lunaire, et on voudrait y construire des HLM ou une école qu'on se battrait contre avec la même rage et la même détermination. Parce qu'au final, la manière selon laquelle ils veulent aménager NDDL, c'est la même que celle qui aménage notre quotidien. C'est le quadrillage de l'espace par le pouvoir, la surveillance constante, l'occupation des rues par des forces armées et l'apartheid économique qui chaque fois que tu descends chercher des clopes te foutent mille claques dans la gueule. Il est là le monde de l'aéroport, dans l'atomisation sociale, dans le salariat, dans l'enferment des plus récalcitrants, dans les « bavures » et les « accidents » du travail.»*²

Le caractère contradictoire d'une «diversité» qui ne date pas de novembre dernier, s'était déjà manifesté de manière particulièrement criante lors de l'occupation-saccage d'une partie de l'aéroport actuel de *Nantes Atlantique* au Bouguenais le 27 juillet 2011, qui avait provoqué près de 100 000 euros de dégâts. Tandis que la coordination entre les différentes associations et habitants de la zad ou les militants du contre-G8 s'étaient acharnés à hurler contre les violences policières et à stigmatiser de fait la «minorité d'opposants» qui avaient brisé le consensus festif, convivial et pacifique de leur action, ces derniers explicitaient leur *pourquoi* différent dans un texte sorti après coup : «*Atteindre matériellement cet aéroport-ci, lui porter des coups, c'est rappeler que ça n'est pas seulement l'aéroport de Notre-Dame qui pose problème, que se battre contre la construction d'un aéroport en particulier, ça n'est pas forcément accepter la présence des autres aéroports ni du monde qui va avec. De façon spontanée, parce que le fait de pouvoir rentrer dans le hall de l'aérogare, avec à portée de main distributeurs de banques, pubs et guichet de compagnies aériennes, permettait de le faire, pour une fois. Rendre ce lieu puant moins lisse, impropre à la circulation, enrayer ses rouages à défaut de le faire fermer. Briser la cohabitation silencieuse entre bourges, pauvres ayant mis toutes leurs économies dans un aller-retour au bled et expulsions de sans-papiers. Rendre palpable ce que c'est réellement. Une frontière, un obstacle. Un lieu de contrôle des corps et*

de tri.»³ Vous avez dit contre ce projet d'aéroport et point barre, ou contre les aéroports et leur monde ?

...ET SON MONDE ?

Dans tout large mouvement d'opposition à une nuisance, on sait heureusement d'expérience que les mille et unes raisons de départ, pour être variées et limitées, peuvent aussi évoluer avec la lutte. Ainsi, lorsque l'Etat souhaite implanter une infrastructure que beaucoup jugent indispensable, tout en luttant pour qu'elle soit construite le plus loin possible de chez eux, la question du «*ni ici ni ailleurs*» est un premier pas souvent nécessaire (qu'on pense aux antennes-relais de téléphones portables, aux prisons ou aux lignes TGV, tandis que les belles usines polluantes créatrices d'emploi font tout de suite moins débat). Dans les luttes locales contre la construction de centrales nucléaires il y a quelques décennies, ce point a par exemple parfois pu être dépassé dans les formes, même s'il est souvent resté problématique et ne résout pas tout en lui-même. Pour ne citer que le cas de Plogoff, qui a tendance ces derniers temps à servir de modèle à Notre-Dame-des-Landes, il nous montre paradoxalement que dans la réalité, le «*ni ici ni ailleurs*» qui a certes permis de tisser des liens forts avec les autres luttes de site de 1979 à 1981, a commencé à faiblir lorsque le pouvoir a abandonné son projet de centrale après 1981 dans ce coin de Bretagne, et que la population locale n'a pas pour autant continué à lutter

contre l'atome, alors qu'à deux pas de chez elle se trouvaient également une base de sous-marins nucléaires ou la centrale de Brennilis.

A Notre-dame-des-Landes, vu que l'emplacement de l'aéroport est resté le même pendant 40 ans et que l'Etat ne l'a pour l'instant pas mis en balance avec d'autres (ce qui pourrait être une option pour lui si le rapport de force augmente), vu aussi que le projet est dans une phase où les principaux recours sont épuisés, le «*ni ici ni ailleurs*» ne s'est heureusement pas posé avec la même pertinence que dans d'autres luttes de site, même s'il est présent de façon symbolique depuis au moins 2003 dans les manifestations locales. Du coup, le fait de mettre en avant le futur concessionnaire («*Vinci dégage !*») depuis qu'il a été choisi par l'Etat, a permis de préserver une tension au sein de la lutte vers le dépassement d'un rapport strictement local. N'est-ce pas en effet le même Vinci qui construit l'autoroute de Khimki en Russie, est impliqué dans le sarcophage de Tchernobyl, ou se voit attribuer nombre d'autres nuisances qui vont de la construction de prisons à celle de HLM, de lignes à Haute-Tension à n'importe quel tribunal ?

Lorsqu'on commence à s'interroger sur le monde qui va avec l'aéroport, on peut rapidement être saisi de vertige. Ne serait-ce que sur place, le fait de ne pas isoler ce projet de l'environnement dans lequel il s'inscrit, nous permet alors d'avoir une autre approche de la lutte, de lire le territoire d'une façon différente : est-on par exemple face à une infrastructure qui viendrait

détruire une des dernières zones à l'abri du quadrillage industriel, technologique et étatique du coin, ou bien face à une restructuration interne du territoire nantais, changeant l'affectation capitaliste d'un espace déjà soumis à ses logiques ? Lorsqu'on creuse un peu, c'est l'ensemble du projet de Nantes-métropole qui saute alors aux yeux comme autant d'objectifs à frapper. Pour n'en citer que quelques-uns, cet aéroport est un bout du puzzle monstrueux qui comprend le tram-train Nantes-Châteaubriant, la deuxième ceinture périphérique autour de la métropole nantaise (le barreau routier vers Rennes et St-Nazaire), la construction de 70.000 m² de l'*Institut de Recherche Technologique* J. Verne à Bouguenais, l'implantation d'un parc de 80 éoliennes Alstom sur le banc de Guérande dont un prototype se situe au Carnet, le quadruplement du réseau de chaleur urbain Centre-Loire, le quartier d'affaire Tripode sur ce qu'il reste de l'île de Nantes, etc. En somme, le problème initial de l'aéroport se transforme et le petit bout de la lorgnette s'élargit assez vite. On est autant face à un aéroport qui détruirait un bocage paysan, que face à une rénovation ruraine de grande ampleur dans un monde qu'ils transforment en permanence à leur image.

Analyser ici ce qui nous arrive dans la gueule n'est pas un simple exercice intellectuel, et certainement pas non plus un appel à laisser tomber la lutte contre l'aéroport pour se concentrer contre d'autres nuisances. Au contraire, si tout est dans tout, mais qu'il faut bien commencer quelque

part pour initier des parcours de lutte basés sur l'auto-organisation et l'attaque, ce minimum de compréhension d'un projet particulier de la domination pourrait même devenir une manière d'ouvrir l'horizon pour affronter celui-là. Si on se place en l'occurrence dans une hypothèse non quantitative (ne pas tous se concentrer tout le temps au même endroit) ou dans une hypothèse où l'occupation du site ne serait plus possible, voire dans le cas où le projet serait suspendu, c'est toute la question de la diffusion, de l'extension ou de la continuité de cette lutte qui se pose immédiatement.

Un certain nombre de sabotages anonymes et parfois non revendiqués peuvent ainsi nous offrir quelques pistes pour agir dans ce sens. D'un côté, si on s'intéresse d'un peu plus près à Vinci, on peut facilement se rendre compte qu'on n'est pas face à un monstre centralisé qui ne s'incarnerait que dans des immeubles de bureaux surprotégés au milieu de nulle part, mais que beaucoup de ses manifestations concrètes (parking, autoroutes, chantiers) sont au quotidien à la portée de chacun. On peut alors retrouver des traces de sa présence un peu partout, comme nous le montrent les dégradations d'engins de construction les plus divers à Grenoble le 11 novembre dernier, à Carhaix le 14 novembre ou à Bruxelles le 12 décembre, mais aussi de ses pylônes de THT (sabotés dans le Maine le 16 octobre). Le capitalisme n'est ainsi pas une chose abstraite qui plane au-dessus de nos têtes, ou n'est pas qu'un rapport social qui nous traverse et resterait

donc inatteignable sans transformation générale. C'est aussi un ensemble de structures et d'humains qui se trouvent au coin de la rue, qui ont des noms et des adresses, et peuvent à ce titre subir notre critique.

D'ailleurs, si on s'intéresse cette fois au projet global de l'aéroport et donc à Nantes-métropole, n'est-ce pas d'un autre côté ce que nous suggèrent déjà quelques sabotages dans le coin, comme ceux du chantier d'extension de la quatre voies entre Sautron et Vigneux-de-Bretagne le 1er mai 2012, ou l'incendie d'engins du tram-train à Nort-sur-Erdre le 4 novembre 2012 ? Et si l'on poursuit sur cet élan qui vise à identifier puis à atteindre l'ennemi qui incarne concrètement le «*et son monde*», ils peuvent certainement renforcer leur protection autour des entreprises les plus visibles qui interviennent à Notre-Dame pour effectuer les travaux préliminaires et les expulsions, mais toujours d'une façon limitée : les flics ne peuvent assurer une garde permanente et partout des intérêts et des biens des partisans de l'aéroport. Le hangar et la réserve de paille -260 roundballers- d'un agriculteur hostile aux occupants n'ont-ils pas mystérieusement cramés à Vigneux-de-Bretagne le 27 novembre 2012 ? Les sept poteaux électriques sur le tracé du futur barreau routier n'ont-ils pas été endommagés à la masse et les câbles et leurs futurs embouts de liaisons sectionnés le 10 mars 2013 ? De la même façon, la neutralisation de dizaines de camions (cent-soixante-deux pneus crevés) de l'entreprise *Transports Pajot-Elineau*

à Soullans (Vendée) le 3 décembre 2012, nous semble assez claire sur ce point, montrant une fois de plus qu'une capacité d'observation pour trouver le moment adéquat, mêlée à une certaine dose d'agileté, peuvent se révéler plutôt intéressantes...

Enfin, un autre aspect important de cette lutte, un des possibles que pourrait ouvrir l'idée de combattre le monde de l'aéroport, reste certainement sa capacité à s'étendre. On se souvient qu'une des forces des événements en Val Susa, avait été à certains moments de réussir enfin à sortir de la vallée, pour notamment rencontrer des échos contre des infrastructures identiques, comme en ont témoigné des attaques contre les lignes TGV en construction à Florence, Rome ou Bologne, et de façon moindre contre des lignes existantes, comme celle de Milan. Ici, la question n'est pas forcément de relier de façon caricaturale ou activiste un projet d'aéroport à un autre, voire même un chantier de nuisance particulière à une autre, mais de considérer qu'au-delà de ce qui pouvait être socialement parlant dans un élan de solidarité avec les opposants qui résistaient pied à pied aux flics en octobre 2012, à savoir les infrastructures de Vinci ou les permanences du PS, ce serait la logique même d'aménagement de nos existences qui se retrouverait sur le grill. Plus encore que des formes (manifestations, sabotages, occupations, affrontements), ce seraient alors un enthousiasme et des contenus qui commenceraient à se diffuser : n'est-ce pas par exemple la combinaison de ces modes d'ac-

tions directes, plus que des recours juridiques ou des tractations avec le pouvoir, qui ont forcé l'Etat à reculer le projet d'au moins six mois ?

Quant aux contenus possibles, c'est à notre avis tout l'enjeu de cette lutte, dont une partie se focalise sur un «*et son monde*» qui reste certes à définir, mais peut ouvrir nombre de perspectives, et repose quelques questions classiques liées aux luttes partielles locales : en dehors des allers-retours sur place et de la nécessaire solidarité, comment continuer d'approfondir ces *pourquoi* qui résonnent en nous dans la lutte à Notre-Dame-des-Landes ? Comment alimenter cette dernière d'où nous sommes, en dehors des collectifs formels de soutien, et dans la rue ? Sans apporter de réponse définitive, peut-être qu'une des pistes se trouve-t-elle symboliquement dans ces vitres brisées d'agences immobilières les 16 octobre et 6 décembre à Montreuil et Paris, ou encore dans la tentative de sabotage de l'inauguration du nouveau tramway de la capitale, le 15 décembre. Au-delà d'une proposition d'attaque diffuse sans médiation, au-delà «*d'être un grain de sable qui enrayer la machine, poussant vers son déraillement*» ou d'«*étendre le marécage d'une offensive incontrôlable et libératrice*», le lien réel ne pourrait-il pas être cette vaste prison à ciel ouvert où nous vivons tous, en ville comme à la campagne, et dont chaque pan et chaque grille qui se construit, même s'ils portent un autre nom, ne peut que renforcer notre exploitation et notre contrôle, notre domination et notre servitude

? Finalement, plutôt que de rechercher quelque pont mystérieux entre chaque lutte qui conteste un aspect de ce monde avec toutes ses spécificités, le secret ne serait-il pas de s'en prendre partout, dans notre quotidien même, à un ou plusieurs traits de sa sale gueule, pour la démolir passionnément ? En quelque sorte, multiplier et diffuser les angles d'attaque contre tout ce qui nous détruit (nuisances technologiques et structures d'enfermement, infrastructures de la circulation du capital et points de contrôle de l'Etat), non plus comme une addition ou une convergence artificielle de luttes et de leurs limites, mais comme l'ouverture d'un dialogue riche de potentialités subversives au sein d'espaces de conflictualité sociale sans médiation.

QUEL MONDE À DÉFENDRE... OU À ATTAQUER ?

Malgré ce désir d'approfondissement de l'antagonisme par une minorité de compagnons sur place, on doit reconnaître qu'il a tout de même été aussi beaucoup question dans cette lutte de tout ce qui en fait sa spécificité, de tout ce qui l'éloigne des autres luttes, soit de batraciens et de bocage, de cabanes en forêt et d'Ayrault-porc, des capacités techniques des pistes existantes ou de l'affectation du budget des collectivités locales en temps de « crise ». A notre avis, ce genre d'argumentaire n'est pas fortuit, et correspond plutôt bien à la tentation réformiste qui existe dans toute lutte partielle, c'est-à-dire

d'agir sur le détail et d'une façon quantitative, de mobiliser de grands nombres pour ne modifier que certains éléments particuliers de la domination. Le déroulement et la réappropriation de l'argumentaire écolo et citoyen, battu et rebattu jusqu'à la nausée par les opposants officiels (ou pas) au nouvel aéroport de Nantes, pousse donc à s'interroger sur les dépassements possibles d'une telle lutte. Car si certaines manifestations d'hostilité au projet d'aéroport sont souvent *parlantes*, c'est aussi parce qu'à travers leur critique pratique du « *et son monde* », elles s'inscrivent dans un vieux débat qui est loin d'être tranché : comment développer un rapport de lutte subversif contre un projet du capital et de l'Etat (à travers des expériences d'auto-organisation sans médiation et l'identification puis l'attaque de l'ennemi), et ne pas se cantonner à une lutte strictement défensive (basée sur la recherche des grands nombres au prix de la politique, et sur la préservation d'une partie de l'existant, au prix de l'alternative) ?

Pour ne pas s'enfermer dans une dynamique de site, c'est-à-dire de camp retranché, il n'est pas anodin que le retournement militant initial de la définition technocratique de *Zone d'Aménagement Différé* (ZAD) en *Zone à Défendre*, voire en *Zone d'Autonomie Définitive*, soit régulièrement remis en question par nombre de compagnons sur place. En effet, il ne paraît pas totalement incongru de se demander s'il existe encore quelque chose à *défendre* en soi dans

ce monde, c'est-à-dire quelque espace qui n'ait pas *déjà* été aménagé par les logiques marchandes, colonisé par les poisons industriels et nucléaires ou transformé et réglementé par les nécessités étatiques du contrôle ?

En réalité, tout comme il n'existe pas d'en-dehors ou d'interstices préservés qui échapperaient aux ravages de la domination, qu'est-ce qui pourrait bien être à défendre dans l'environnement de Notre-Dame-des-Landes, même sans aéroport, sinon des rapports de lutte, malgré ce que peuvent en dire tous les écologistes et autres adorateurs des beautés immaculées du coin ? On peut certes s'illuminer sur «*une population pacifiste mais résistante qui ne demande que de vivre en paix et en harmonie avec la mère nature*», comme le proclame un habitant incarcéré de la région ⁴, mais on ne nous fera pas pour autant croire que cette bonne vieille mère était vierge avant le projet ! Et si certains nostalgiques poussent même le vice jusqu'à tenter de vendre ailleurs leurs certificats d'habitabilité de l'existant en proposant de reprendre villes, HLM ou usines (ne laissons pas le monopole de la merde à nos ennemis, réapproprions-nous leurs chefs d'œuvre !), ce n'est pas une raison pour se leurrer sur les *qualités* de l'environnement que nous ont laissé deux siècles de développement industriel et étatique forcenés.

Une fois qu'on se place sur le terrain de la préservation de l'existant, il nous semble en effet assez difficile de ne pas tomber dans un raisonnement qui nous conduirait par exemple à déterminer ce qui est «utile» ou «inu-

tile» pour le système de domination en cours, plutôt que d'en rester à un «non» sec et inégociable. Un refus qui dépasserait toute logique gestionnaire, même de biens supposés communs⁵, et toute notion d'utilitarisme, même labellisée «capitalisme vert». Un des pièges récurrents dans lequel les défenseurs des nuisances et autres gestionnaires du désastre (présents et futurs) tentent d'enfermer toute opposition radicale, est depuis longtemps le défi de l'*alternative* : vous en faites quoi des déchets si vous vous opposez au nouvel incinérateur ?, vous la produisez/transportez comment l'électricité de masse si vous vous opposez à la centrale nucléaire, au champ d'éoliennes ou à la ligne THT ?, vous les déplacez comment ces voyageurs et marchandises en transit permanent si vous vous opposez à l'aéroport ou aux lignes TGV ? Toutes ces questions sont bien sûr faussées, car elles contiennent déjà en elles une réponse circonscrite à cette perpétuation de l'existant, c'est-à-dire aux nécessités indépassables du capitalisme ou de l'Etat, de leur logique de profit et de gestion, d'exploitation et de contrôle.

Dire qu'on s'en fout et que c'est *leur* problème, n'est donc pas un simple argument rhétorique, mais contient déjà en soi le début du monde pour lequel on se bat, quelque chose de complètement *autre*. Un monde imaginé et unimaginable parce que jamais vécu, «*irréalisé mais pas irréalisable*» comme le disait déjà Déjacque, dont nous ne pouvons et ne voulons pas établir d'avance de carte détaillée. Et pour aller plus loin encore, il

nous semble que c'est notamment l'absence ou l'abandon volontaire de cette dimension utopique, sa relégation aux lendemains qui chantent plutôt que comme tension à vivre au présent, qui favorise le terrain boueux de la politique, celui où les moyens et les fins se déconnectent, celui qui permet de réunir dans un même élan partisans révolutionnaires du réalisme et des alliances opportunistes, et tenants réformistes de l'alternative. C'est aussi ce qui permet à toute l'ambiguïté entre subversion de l'existant et aménagement de niches en son sein de prospérer, alimentée sans vergogne par des bonimenteurs qui font commerce de leurs jeux de mots autour de «commune» et «communauté», ou encore justement d'«habiter/créer un monde». C'est alors jusque l'expression même de *contre l'aéroport et son monde* qui perd petit à petit de sa clarté et risque de devenir un slogan passe-partout.

CONTRE LA POLITIQUE

Une des manifestations les plus évidentes de la logique *politique*, c'est lorsque les individus ne s'associent et ne se coordonnent plus à partir de ce qu'ils sont, de leurs idées et désirs, de leur rage et perspectives, mais commencent à ménager tout cela, à le mettre en sourdine au nom d'un intérêt supérieur, la Cause sacrée ou encore la préservation d'intérêts soi-disant communs au sein d'une lutte. La novlangue appelle cela «composer» (avec les citoyens de gôche), là où l'ancienne disait procéder à des al-

liances tactiques. A Notre-dame-des-Landes, on ne peut nier qu'il existe une large volonté de «*rassembler le plus de monde possible*», de «*rester ensemble dans un objectif commun*», de rechercher la «*bonne entente avec les gens du coin et l'unité dans la lutte*». Cela se traduit notamment par une volonté de *gérer* la lutte plutôt que de la rendre incontrôlable, ou de désigner des porte-paroles pour communiquer avec une imaginaire «opinion publique», plutôt que de la rendre irreprésentable. Or, un des problèmes lorsque la logique *politique* prend le dessus dans une lutte partielle, c'est qu'il n'est souvent plus question d'approfondir et d'affiner les critiques pour porter des coups à l'ennemi à travers l'auto-organisation sans médiations, mais que c'est au contraire la «diversité des tactiques», soit la pseudo-efficacité de la logique quantitative qui emporte le morceau.

Bien entendu, cette cohabitation ne se fait pas sans heurts, et s'il est un point-limite, c'est la question de la dissociation publique en cas de dépassement des bornes de la légalité ou du niveau d'antagonisme «toléré» par les uns et les autres. A Notre-dame-des-Landes, on pourrait prendre pour exemple l'ACIPA, composée de riveains et de syndicalistes. Coutumière depuis longtemps de ce genre de pratiques, il ne s'agit pas tant de la dénoncer pour espérer la changer, que d'en tirer des conséquences en terme de commun dans la lutte. Récemment encore, le 3 mars 2013, une manifestation carnavalesque est partie de la ZAD pour harceler les flics qui sta-

tionnent en permanence à certains carrefours stratégiques du site occupé depuis plus de quatre mois. Suite à quelques affrontements, l'ACIPA a non seulement stigmatisé «*un bon groupe de perturbateurs*», mais les a ensuite désignés dans la presse locale comme «*des éléments bien connus dont l'objectif premier n'est pas la lutte contre l'aéroport*». Au-delà de leur rhétorique policière, c'est l'ensemble des perspectives qui est contesté là : fait-on partie de la lutte si notre «*objectif premier*» est le bouleversement complet des rapports sociaux, et pas uniquement l'implantation d'une énième nuisance ? En même temps, on ne voit pas pourquoi le fait de refuser de comprendre que toute réalité sociale renvoie immédiatement à l'ensemble dont elle fait partie, serait le critère déterminant pour être accepté dans une lutte spécifique... Dans un long texte sorti peu après, des camarades sur place constataient d'ailleurs amèrement que «*depuis deux-trois ans, nous ne comptons plus les communiqués de ce genre provenant de l'ACIPA et de leurs alliés politiques. Leurs tentatives de saboter des actions/projets différents, libertaires, spontanés, ou de les dénigrer ne se comptent plus*», avant de conclure, menaçant : «*nous ne pouvons contenir plus longtemps ce que l'ACIPA joue comme jeu dangereux. Nous allons sûrement nous attirer les foudres de la majorité de nos camarades, mais au mois les choses seront plus claires ! Pour une lutte directe et sans compromission !*»⁶

Si on prend maintenant un autre exemple lié à la question de la dis-

sociation (et c'est encore l'ACIPA qui s'y colle !), on se rend compte que la logique politique amène non seulement à des enjeux de *représentation* de la lutte, et donc de pouvoir et de contrôle, mais qu'elle prétend aussi dépeindre le monde à son image en le médiant : des structures désincarnées où plus personne n'aurait de responsabilité propre, en dehors de quelques représentants symboliques, justement. Ainsi, suite à la rumeur qui a couru sur le tabassage d'un vigile à la solde de Vinci sur la ZAD le 13 novembre 2012, accompagnée par la destruction incendiaire bien réelle, elle, de son véhicule⁷, comment comprendre le tweet de réaction de l'ACIPA autrement qu'en terme d'aveuglement volontaire sur la teneur de l'ennemi : «*[nous condamnons] ce genre d'agissements extrêmement violents et inadmissibles. Cette agression relève du droit commun. Une provocation cherchant à discréditer le mouvement au moment où il s'amplifie n'est pas à exclure*». Ce schéma de pensée reprend l'idée imbécile que seul l'Etat trouverait un intérêt (tout machiavélique) à s'en prendre à un vigile, mais surtout que le capital pourrait réaliser des profits sans la participation de ses subordonnés. Un peu comme si Vinci ou les autres étaient parvenus à un degré d'automatisation tel qu'ils pourraient se passer de travailleurs ! On se souvient que ce tour de passe-passe qui consiste à pointer des responsabilités génériques tout en les désincarnant, s'était déjà produit il n'y a pas si longtemps lors du «week-end de résistance» dans la Manche contre

la construction d'une ligne THT, en juin 2012. Le premier texte d'appel à trois journées d'opposition sur place signé par l'*Assemblée du Chefresne* (4 mars 2012) précisait ainsi sans vergogne qu'il ne fallait toucher ni aux ingénieurs d'ERDF, ni aux flics : *«l'assemblée assumera toutes les formes d'actions, sans distinction de leur "violence", tant qu'elles n'atteignent pas l'intégrité physique des personnes travaillant à la construction ou à la protection des lignes»* !

En réalité, on est là en présence d'un bien étrange paradoxe, puisque lorsqu'il s'agit de s'opposer directement à l'Etat dans une émeute urbaine par exemple, il semble que le fait d'envoyer des projectiles, plus ou moins contondants ou incendiaires, contre son petit personnel ne fasse pas l'objet de la même erreur d'analyse sur son fonctionnement réel. Car que cela plaise ou non aux gauchistes qui voudraient sanctuariser leur sujet révolutionnaire, le capital est au même titre que l'Etat un ensemble de structures et d'hommes, comme nous le rappelle notamment une certaine continuité qui court de l'incendie du poste de vigiles puis aux tirs contre ceux qui gardaient le site de la future centrale de Golfech en novembre 1981, jusqu'aux jets d'objets contre des ouvriers (de l'entreprise *Geomont*) travaillant sur le site de construction de la ligne de TGV en Val Susa le 27 août 2012.

En réalité, l'identification de l'ennemi (de bas en haut) est une question cruciale qui ne peut être reléguée aux moments plus «tranquilles» de la lutte et être mise en sourdine l'avant-

veille d'une manifestation de masse sur la ZAD, comme a eu le mérite de nous le rappeler cette caisse cramée d'un vigile de Vinci.

Enfin, si on s'intéresse maintenant à l'autre versant de ce monde, à savoir non plus le capital mais l'Etat, il est particulièrement frappant que ce soient essentiellement les locaux du Parti socialiste qui aient été visés dans de nombreuses villes. Non seulement Europe Ecologie/les Verts, pour ne prendre qu'un exemple, ont largement démontré leurs faux-semblants sur les questions dont ils se font les hérauts, comme les OGM ou le nucléaire, mais ils sont au gouvernement au même titre que le Parti socialiste. Plus généralement à propos d'identification de l'ennemi, en dehors de ces distinctions de jésuites, la critique ne peut pas porter sur le détail des positions politiciennes liées à l'aéroport (où le Modem et le Front de Gauche seraient par exemple épargnés parce qu'opposés à ce projet-là, tout en étant par exemple favorables à l'EPR de Flamanville), mais doit viser la *politique en soi*, ce qui signifie au minimum l'ensemble des partis et syndicats, ainsi que les leaders visibles et invisibles et autres porte-paroles médiatiques «issus de la base» qui se dégagent souvent dans ce genre de lutte (soit les futurs chefs politiques)⁸. En décembre, un texte de compagnons du Rosier est revenu sur ce point : *«rejeter la présence de partis politiques, en mettant en avant le fait "qu'ils nous ont craché dessus pendant des années, en dénonçant les violents et les ultras",*

omet un peu trop le fait que c'est aussi (et peut-être surtout) que nous voulons tendre à rompre, dans cette lutte et dans les autres, avec tout parti politique ou organisation, récupérateurs, médiateurs, réformistes. Cela peut aussi sembler un démenti face à des accusations d'être des violents, radicaux, ultras, car nous pouvons nous dissocier de ces termes mais non des pratiques de luttes qu'ils contiennent»⁹. Non seulement il s'agit d'après nous de rompre et de manifester de façon permanente notre hostilité aux partis et autres orgas, mais nous ne pensons pas non plus que la division en général soit quelque chose de négatif par principe. Dans une perspective où la cohérence entre les moyens et la fin est une tension importante, la question de l'auto-organisation ne peut pas être qu'un vain slogan. Elle signifie notamment une autonomie réelle face à toutes les forces partidaires et syndicales, couplée à une conflictualité permanente avec le pouvoir, ses structures, ses hommes et ses idéologies. Ce qui est refusé à travers les mécanismes de la *politique*, c'est à la fois les mécanismes de délégation et de représentation, mais aussi, que les partis soient réformistes ou révolutionnaires, leur art de la séparation et de la médiation.

Pourquoi donc ne pourrait-on pas imaginer, y compris au sein d'une lutte partielle qui voit passer quelques milliers de personnes, un espace de conflictualité où ces derniers seraient absents ? Pourquoi serait-on condamnés à cohabiter avec eux sans broncher, au nom des masses ou de l'in-

térêt supérieur de la lutte ? Bien sûr, on peut toujours être surpris dans un premier temps par la tournure des événements, comme l'accélération des temporalités d'une lutte, mais finalement, cela ne pourrait-il pas aussi jouer comme révélateur de ce que nous avons déjà construit, et être des occasions à saisir ? Lorsque Éva Joly ou José Bové viennent jouer du tournevis et que députés et sénateurs affrètent des bus pour venir à une manifestation sur la ZAD comme le 17 novembre dernier, que peut-on imaginer en plus des banderoles hostiles le long du chemin ? Des groupes d'affinitaires qui ont la capacité d'affronter des gendarmes robocops ne sont pas forcément démunis face aux services d'ordre des élus (pour rappel, Voynet avait été chassée de la manifestation antinucléaire de Cherbourg en avril 2006 avec peu de moyens), et peuvent même à l'occasion provoquer un débat salutaire au sein des manifestants sur la présence «naturelle» des politiciens de tout poil.

La question n'est pas ici de s'attarder sur les occasions manquées ou de la réduire à un problème technique de préparation matérielle, mais de souligner que le fait de développer une projectualité autonome au sein de luttes partielles nous rend non seulement moins dépendants de rythmes collectifs en nous permettant de bâtir nos propres temporalités, mais nous offre également la possibilité de saisir au vol des moments pour préciser notre opposition «*au monde qui va avec l'aéroport*», comme par exemple cette manifestation du 17 novembre.

Peut-être qu'une des manières de ne pas être trimbalés d'une échéance du mouvement à l'autre (surtout quand ce ne sont pas les nôtres, mais qu'elles revêtent tout de même une quelconque importance à nos yeux), de pouvoir approfondir notre critique pratique sans jouer la main d'œuvre radicale, ou de ne pas laisser la lutte aux mains des plus politiciens, est justement de réussir à construire un espace d'informalité entre différents groupes, qui saurait élaborer cette fameuse projectualité autonome. Une projectualité qui pourrait aussi accueillir en son sein un travail commun entre compagnons et non-compagnons, afin d'approfondir et d'expérimenter certains aspects de la lutte sur des bases radicales.

A moins de penser qu'il n'y ait aujourd'hui plus aucune intervention possible dans une lutte sociale partielle parce qu'on s'y perdrait nécessairement (à l'inverse d'une lutte spécifique menée sur nos propres bases, par exemple), nous pensons pour notre part que les conditions de cette intervention peuvent être réunies (comme une tension vers l'auto-organisation ou la conflictualité sans médiation) et qu'elles sont à révérier à chaque fois pour en trouver les modalités. On peut certes lutter sur place, mais aussi à côté ou ailleurs¹⁰ en tissant des liens, on peut certes participer aux grands moments collectifs, mais aussi agir avant et après, etc. La question n'est donc pas tant de chercher un modèle à reproduire, et certainement pas celui du «*tous ensemble*», mais d'évaluer nos possi-

bilités réelles et d'imaginer puis de développer des contenus subversifs. La lutte contre l'aéroport de Nantes, si elle ne peut prétendre échapper à la critique au nom de formes enthousiasmantes (les rencontres, les occupations) ou de la fameuse dialectique hégélienne (les nécessaires contradictions qui mènent à des dépassements – vers le bas aussi !), n'est pas jouée d'avance. Entrée dans une nouvelle phase depuis la résistance aux expulsions et la réoccupation massive, elle est simplement devenue plus ambiguë. Comprendre ses limites et s'en saisir est donc peut-être un premier pas pour essayer de les briser. A Notre-dame-des-Landes comme ailleurs.

[Paru dans *Subversions, revue anarchiste de critique sociale*, n°2 (Paris), avril 2013, pp. 7-17]

1. Dont l'ADECA, *Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport*, créée dès 1972 puis réactivée en 2000 (proche de la Confédération Paysanne), l'ACIPA, *Association citoyenne intercommunale des populations concernées*, créée en novembre 2000 (citoyennistes légalistes de gauche proches de Attac, Sortir du nucléaire, etc., qui ont par exemple organisé le 2e *Forum européen contre les Grands Projets Inutiles Imposés* en juillet 2012), la *Coordination d'associations et partis politiques opposés au projet*, créée en 2004 (45 orgas et syndicats), et le CÉDpa, *Collectif des élus doutant de la pertinence de l'aéroport*, depuis 2009 (surtout EELV).

2. Des amis de l'anarchie, *La ZAD est morte vive la ZAD !*, publié sur Indymedia Nantes, 16 décembre 2012

3. *Notre-dame-des-landes : après le 27 juillet...*, publié sur Indymedia Nantes, 9 août 2011

4. *Des nouvelles de Cyril*, publié sur Indymedia Nantes, 19 décembre 2012

5. A côté des arguments contre «les grands projets inutiles», on retrouve en effet toujours plus souvent une défense des «biens communs» (cantonné au départ aux luttes contre la privatisation de l'eau ou des «services publics», ce concept citoyeniste est devenu extensif). A titre d'exemple, le *Communiqué du groupe organisateur de la manifestation de réoccupation du 17 novembre 2012*, précisait : « *Paysan.ne.s, sans-terres, ou simples habitant.e.s du coin, il s'agit pour nous de lutter contre l'accaparement des terres agricoles et la privatisation du commun*». Dans son numéro unique du printemps 2011, *Nantes nécropole*, le *Comité nantais contre le nouvel aéroport* utilisait déjà de ce concept : «*loin de satisfaire un quelconque bien commun non marchandisable, les services publics relèvent désormais d'une même logique : offrir des infrastructures publiques aux entreprises qui pourront s'implanter dans la métropole nantaise.*» (p12). Il s'avancit même un peu plus en défendant, comme n'importe quel gauchiste, l'Etat face au Capital, dénonçant la «*marchandisation de l'ensemble des activités humaines et du bien commun aux seuls profits des firmes multinationales*» (p.17)

6. Des membres du Collectif de Lutte Contre l'Aéroport de Notre Dame Des Landes, *LACIPA n'hésite pas à dénoncer des camarades qui ne suivent pas «le bon chemin»...*, Indymedia Nantes, 7 mars 2013.

7. A cette occasion, le site *zad.nadir* n'a de son côté patienté que quelques heures le 13 novembre 2012 avant de balancer à travers tout le net un communiqué titré «*Communiqué de presse des occupant.e.s de la ZAD*», précisant mensongèrement que «*nous voulons également rappeler que jusqu'ici toutes les actions de solidari-*

té effectuées en lien avec la lutte de la ZAD ont été revendiquées», avant d'ajouter que «*l'hypothèse d'une manipulation est pour nous envisageable, cette action tombant parfaitement pour détourner l'attention de ce qui reste l'essentiel : la préparation de la manifestation de ré-occupation du 17 novembre, et d'une manière générale l'amplification de la lutte contre le projet d'aéroport.*»

8. Tout ce beau monde signe d'ailleurs ensemble une tribune dans un quotidien, qui associe Sud, EELV, Confédération Paysanne, Parti de gauche, Modem (*Notre-Dame-des-Landes : la démocratie en question*, Le Monde, 5 décembre 2012). Ils séparent en chœur le bon grain de l'ivraie en affirmant que «*les opposants dans leur diversité ont multiplié les formes de contestation mais sont toujours restés intransigeants sur le fait que la lutte contre ce projet doit être non-violente*»... ce qui signifie notamment que les fameux «violents» ne font pas partie de la lutte. Et rajoutent en sus qu'une des «*ruses de la répression*» a été «*la manipulation en infiltrant des éléments provocateurs pour pousser à l'affrontement avec les forces de l'ordre ou à l'agressivité envers les journalistes*»... ce qui revient à traiter de flics ceux qui développent ces pratiques.

9. Des épines du Rosier, *Contre l'aéroport et son monde. Un petit racontage sur le bocage enragé*, publié sur *zad.nadir* le 12 décembre 2012

10. A titre d'exemple, que nous inspire ce constat sur le fait d'ouvrir d'autres espaces de confrontation ailleurs : «*Il ne faudrait pas qu'il y ait d'autres gros événements de ce type en France ou des manifestations dans tout le pays, prévient un autre policier. Il n'est pas possible de tenir dans la durée et de fixer autant d'effectifs sur un seul site* » (Le Télégramme, «*Notre-Dame-des-Landes. Un dispositif policier à plus d'1M€*», 5 décembre 2012) ?

CI-GÎT UN CADAVRE

(anonyme)
mars 2018

Après des années de lutte, l'État français a officiellement annoncé le 17 janvier 2018 l'abandon du projet de construction d'un nouvel aéroport sur le site de Notre-Dame-des-Landes, au profit de l'agrandissement de celui déjà existant en périphérie de Nantes. Enfin, on allait voir toute la portée du fameux « *et son monde* », brandi comme un totem rassurant et quasi autoréalisateur au sein de la lutte, afin que l'enjeu ne se réduise pas à la simple défense d'un territoire en danger, mais alimente une critique contre tout ce qui permet à ce genre de nuisance d'exister. Les occupants allaient-ils donc poursuivre leur combat en le prolongeant au nouvel emplacement désigné, au nom du *Ni ici ni ailleurs* ? Allaient-ils l'étendre à d'autres nuisances d'envergure, comme par exemple celles liées à Nantes métropole (Technocampus Alimentation, zac de Pirmil-Les Isles, construction d'une nouvelle prison au Bouguenais, installation de 95 caméras de vidéosurveillance avec création d'un *Centre de supervision urbain* reliant Nantes, Rezé et Vertou...), ou encore celle du mégaprojet de 80 éoliennes offshore au large de

Saint-Nazaire ? Il est certainement trop tôt pour imaginer quels nouveaux horizons de *lutte* vont être embrassés, tant le « *et son monde* » est vaste, mais par contre, ce que l'on sait déjà, est comment la victoire a été fêtée sur place.

Du 22 au 25 janvier, à la demande expresse de l'État qui avait fixé ce préalable à la poursuite des négociations sur le devenir des terres occupées, les composantes citoyennistes et autoritaires de la ZAD ont entrepris de débarrasser la route qui traverse la zone de ses chicanes de protection, mais aussi de dégager *manu militari* les deux cabanes collectives qui empiétaient un peu trop sur la route. Leur sale besogne de maintien de l'ordre effectuée contre les habitants qui s'y étaient installés ou s'en servaient, ils ont rendu le contrôle de la D281 au pouvoir –curieuse pratique d'autogestion pour un « *territoire libéré* »–, afin que ce dernier puisse débroussailler les fossés et buser les entrées de champs sous bonne escorte, mais aussi y faire parader la préfète devant les caméras.

Les comités de soutien, en veille permanente depuis l'Opération César en 2012 avaient juré, craché et même planté des bâtons, qu'en cas d'expulsion forcée de cabanes ou d'arrivée conséquente de flics sur la ZAD, on allait bien voir ce qu'on allait voir. Certes, mais la petite clause en corps 6 tout en bas de la grande feuille de route collective, stipulait que le tocsin ne sonnerait que si les uniformes étaient bleus, pas jaunes ou noir quechua. Car c'est bien un ramassis d'associations philo-étatiques, de troupiers aux relents léninistes et d'adeptes d'un parti peu imaginaire qui ont ouvert la voie à une nouvelle occupation policière qui dure depuis maintenant six semaines (jusqu'à 30 fourgons de gendarmes mobiles), avec prises d'images vidéo, fichages d'identité, harcèlement et surveillance par drone, fouilles de véhicules et de lieux de vie, et tout cela au beau milieu de la ZAD.

La destruction de cabanes de zadistes trop rebelles aux diktats de l'État comme aux injonctions des petits entrepreneurs de la lutte pour faire place nette aux flics, qui fut le prix à payer de cette tentative de cogestion de la zone entre autorités des deux côtés de la barricade, n'est pas un banal épisode de conflit interne, mais appelle quelques réflexions sur la question de l'auto-organisation et de ses perspectives.

* * *

Un des problèmes classiques qui se pose à toute lutte de site est celui de son projet même, celui de la tension entre occupation ponctuelle destinée à s'auto-organiser pour partir à l'assaut du monde qui l'entoure au milieu de mille autres initiatives décentralisées, et installation permanente qui finit par concentrer des forces ordinairement incompatibles en se projetant comme îlot expérimental d'alternatives plus ou moins radicales. Un jour ou l'autre, cette contradiction intenable entre *alternative dans* et *offensive contre* l'existant finit par éclater au grand jour, que ce soit lorsque la pression policière s'accroît (avec les traditionnelles distanciations médiatiques d'attaques et dénonciation des radicaux), ou à l'inverse sous le poids de la possibilité négociée de normalisation (avec le traditionnel nettoyage des éléments incontrôlés).

Ce qui est remarquable dans ce qui vient de se passer avec la lutte de Notre-Dame-des-Landes, ce n'est donc pas tant que les citoyennistes n'aient même pas attendu une semaine pour littéralement trinquer avec la préfète et le général d'armée directeur de l'ensemble de la gendarmerie, mais que se soient précisément les partisans inconditionnels de la composition *avec tous* qui aient été la veille parmi les plus zélés à détruire une des deux cabanes et à en expulser ses occupants montés sur le toit. Lorsque *composer* signifie négocier avec l'Etat aux côtés de syndicats et d'élus, lorsque *composer* signifie à

un moment crucial de la lutte choisir le camp de l'ordre face aux minorités rétives à toute normalisation, cela ne fait en réalité que révéler le véritable sens de ce mot élastique : la *collaboration avec le pouvoir en place*. Ce type de convergence de fait entre pouvoir et contre-pouvoir, entre constituants et destituants, n'est pas le simple résultat d'une situation d'urgence ou de panique, mais bien la conséquence d'une logique présente dans le concept même de *composition*. Permettant aux autoritaires de tous bords de s'arranger entre eux lorsqu'il le faut, il fonctionne naturellement aussi aux dépens des anti-autoritaires dont les états d'âme sont trop exigeants et pas assez realpolitik.

Structurellement, le concept de *composition* n'est en effet rien d'autre que la déclinaison en interne du principe militaire d'*alliance* vers l'extérieur. Si le second s'applique entre ennemis hier encore irréconciliables et demain à nouveau en guerre, le premier concerne de son côté des adversaires au sein d'un même camp, capables d'y cohabiter sans se détruire ou s'exclure en mettant de côté leurs visions opposées pour concentrer provisoirement leurs forces face à un ennemi commun. Dans les deux cas, cela présuppose une remarquable capacité à éradiquer l'unicité de chaque individu et la singularité de ses idées, tout comme la multiplicité de leurs associations possibles, afin d'entraîner des troupes variées pour qu'elles marchent d'un même pas

au service d'une entité supérieure (le parti, l'assemblée, le collectif, le peuple, le mouvement de lutte).

Au-delà du fait qu'Untel soit sympathique ou pas, la composition est une logique de fond qui bannit toute *éthique* au profit des calculs de la *politique*. C'est une technique alternative de gestion de l'ordre et d'organisation de la confusion pour tenter de neutraliser les antagonismes irréductibles qui peuvent couvrir au sein des luttes : entre aménagement et destruction de l'existant, entre négociation avec le pouvoir et action directe contre lui, entre contre-expertise scientifique et refus de la spécialisation comme de la délégation, entre acceptation de partis et syndicats et auto-organisation sans médiation, entre présence des journalistes et refus de toute représentation, entre autorité et liberté. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si le mode de la *composition* sied particulièrement bien aux autoritaires, avec leur notion quantitative d'une force concentrée et plus manœuvrable plutôt que disséminée et plus autonome, avec leur sens tactique du vent et surtout avec leur obsession à délier les moyens des fins (d'où par exemple leur absence de scrupule à utiliser les professionnels du mensonge de masse pour délivrer leur message ; leur facilité à déclarer une chose face à la justice et *son contraire* face à leurs soutiens solidaires ; ou leur habileté à prendre langue avec la gauche du pouvoir). Dans cette logique de comptable, il

n'est de toute façon plus question de perspectives autonomes et d'idées subversives à défendre ici et maintenant en les incarnant dans sa vie même, mais seulement de *situations stratégiques* à organiser et à gérer, voire à discipliner et à rendre gouvernables, au nom bien sûr de l'efficacité de la lutte, dont quelques êtres forcément éclairés détiennent les clés. Dans cette logique de décisions majoritaires, de compromis tactiques et de communs supérieurs, il est bien sûr encore moins question de vastes constellations de groupes affinitaires auto-organisés de façon informelle, donnant à la force une dimension *qualitative* et dissonante. Une dimension à même de faire vibrer pleinement le fameux « *et son monde* » dans une perspective anarchiste, avec d'un côté une critique révolutionnaire qui essaye d'englober tout ce qui permet à la nuisance en question d'exister, et de l'autre une méthodologie qui tente de nourrir les hostilités afin que du cadre initial de la lutte, une nuisance particulière, puissent exploser des moments insurrectionnels qui la dépassent.

* * *

Bien que la mémoire tende ces derniers temps à être ensevelie sous l'afflux de communiqués victorieux promettant en sus l'entrée des terres occupées dans le carcan de la loi, nul ne peut cependant oublier que c'est avec d'autres perspectives en tête que nombre d'attaques et de

sabotages ont pu fleurir dans le coin *contre le monde de l'aéroport* (sans parler des dizaines d'actions solidaires ailleurs ou des périodes d'affrontements avec la flicaille), et ce dès le début offensif de la lutte.

Ainsi en fut-il avec l'opposition aux travaux préliminaires (piquetages et forages géotechniques, aménagement de voies d'accès) ou aux huissiers dès 2010, avec l'occupation-saccage d'une partie de l'aéroport actuel de Nantes Atlantique au Bouguenais en juillet 2011, avec le sabotage du chantier d'extension de la quatre voies Sautron/Vigneux-de-Bretagne en mai 2012, avec l'incendie d'engins du tram-train à Nort-sur-Erdre en novembre 2012, avec l'incendie de la voiture du vigile de Vinci à Fay-de-Bretagne en novembre 2012, avec le sabotage à la masse de sept poteaux électriques sur le tracé du futur barreau routier en mars 2013, avec le sabotage à trois reprises du relais de téléphonie mobile à Vigneux-de-Bretagne en juillet, septembre et octobre 2014, ou avec le saccage de la station Total à Temple-de-Bretagne en février 2016. Plus récemment aussi, ces possibilités ont pu déployer leurs ailes pour attaquer biologistes (venus étudier le triton marbré à Vigneux-de-Bretagne, en avril 2015), riverains collabos (hangar et réserve de paille d'un agriculteur hostile incendiés à Vigneux-de-Bretagne en novembre 2012, saccage de la maison des époux Lamisse en janvier 2016 à Notre-Dame-des-Landes),

journalistes (voitures de France 3 à la barre de fer en octobre 2016), ou politiciens (voitures de France Bleu Loire Océan et Mélenchon souillées avec de la merde en mars 2017).

Pour aménager des niches au sein de l'existant, l'option réformiste est sans doute la meilleure, et les partisans de la conflictualité alternée disposent d'une longueur d'avance historique en matière d'intégration et de récupération des luttes. Quant aux autres, il reste toujours un monde entier à attaquer, dans lequel les possibilités affinitaires autonomes expérimentées au grand dam des compositeurs et de leurs alliés à partir et autour de la lutte contre cet aéroport, sont toujours vivantes.

* * *

A Notre-Dame-des-Landes gît un cadavre : celui d'une *composition* en bonne et due forme qui a définitivement explicité, une fois mise au pied du mur, à la fois *avec qui* (l'État) et *contre qui* (les incontrôlés) elle souhaitait bâtir son petit monde opportuniste, mais aussi quel était le prix à payer lorsqu'on laisse politiser en paix les autoritaires organisés de façon plus ou moins visible. C'est une bonne nouvelle, car l'odeur toujours plus insupportable de ce cadavre ouvre mille autres chemins. Vers une liberté en actes, cette fois.

[Paru dans *Avis de tempêtes, bulletin anarchiste pour la guerre sociale*, n°3, 15 mars 2018, pp. 17-19]

Dans la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes, l'euphorie de la victoire, pour être fracassante, fut cependant de courte durée. Dès le lendemain soir, lors de son assemblée extraordinaire, le mouvement dut prendre à bras-le-corps un sujet à propos duquel il se dispute depuis de nombreuses années : la route des chicanes. Jeudi 26 janvier, après une semaine de travaux, de discussions interminables et de franchises engueulades, nous avons finalement démonté les derniers édifices qui obstruaient la chaussée... Le lendemain, la préfète, après un bref passage en voiture, a annoncé l'ouverture de négociations.

Collectif Mauvaise Troupe,
janvier 2018

Il y a un temps pour manier le pavé, un temps pour manier le stylo [de la signature d'accords avec l'Etat] ; un temps pour le molotov, un temps pour la caméra ; un temps pour le lance-pierres, un temps pour la pelle et la pioche. Négliger l'un de ces moments c'est se désarmer... Il faut déployer une capacité de convocation qui implique, précisément, l'art de la composition.

Alèssi Dell'Umbria, avril 2018

Il fallait avoir le courage de mener les négociations, de prendre le risque de gagner ou de perdre avec ce que la victoire implique de salissant, avec ce que la défaite implique d'amertume et de doute. La défaite serait d'être acculés à défendre ses acquis, son bout de terrain et de gras au nom d'un idéal révolutionnaire... La victoire sera de faire de ces terres une machine de guerre communiste.

La Maison de la grève de Rennes,
juillet 2018

MAUVAIS TROUPIERS

(Radis noir)
juin 2019

Ce samedi 15 juin 2019 nous nous sommes rendu à la maison des syndicats de Caen dans les locaux de Sud Solidaires pour distribuer le texte distribué lors de deux autres présentations du collectif « Mauvaise troupe » à Toulouse et Poitiers (1er et 6 juin).

M*auvaise Troupe* y était représenté par un de ses membres que nous connaissions comme notre ancien co-occupant de la ZAD de NDDL et initiateur du projet du *Taslu* à la Rolandière (bibliothèque).

La distribution s'est passée sans encombre sous le regard gêné du « mauvais troupié » qui nous honore au passage d'un « *vous êtes des champions* » ironique.

Il nous a gentiment accompagné à l'extérieur des locaux pour entamer une discussion ou un « échange » sur l'illégitimité de notre distribution et l'impact négatif que cela pouvait avoir sur l'organisation sereine des luttes à venir.

Au passage il précise que *Mauvaise troupe* n'a plus rien écrit à propos de

la ZAD depuis l'abandon de l'aéroport, que *Mauvaise troupe* n'est pas un collectif homogène, qu'un groupe ne fait pas l'autre et que les positions de groupes ou de personnes n'engagent rien leur collectif d'écriture.

Nous lui avons rappelé l'interdépendance de l'ensemble de ces groupes, le soutien mutuel et corporatiste dont ils faisaient régulièrement preuve dans le meilleur mais surtout dans le pire, et surtout que nous retrouvions dans les uns ou dans les autres les mêmes visages de celles ou ceux qui avaient porté la chute de la ZAD pour leurs intérêts personnels repeint avec le vernis militant.

Nous ajoutons : que ces réécritures soient faites par « *Mauvaise troupe* », le groupe presse de la ZAD, Zadibao, zad nadir, la maison de la grève de Rennes, leurs réseaux de propagande ou encore habillement maquillé derrière d'éventuel communiqué de coordination « *l'avenir en commun* » et l'assemblée des usages de la ZAD, ce ne sont pas moins que les différents masques de même personnes prêt à tous les mensonges, les passages sous silence, les prises de pouvoir, les

gentrifications muettes et les milices bocagères pour leurs ambitions personnelles ou politiques.

Nous encourageons toutes personnes, et toutes organisations à ne pas leur donner la notoriété qu'ils ne méritent pas. Le G7 de Biarritz se passerait parfaitement d'elles et eux, les luttes historiques et actuelles du pays basque devraient savoir continuer leur chemin sans la récupération de ces VRP opportunistes.

Pour que nos luttes se construisent sans la présence de politiciens professionnel autodidacte qui voient le pouvoir comme un outil de lutte à leur service, et non comme un ennemi à abattre.

Nous ne confondrons jamais le But et les moyens.

Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas.

Si vous voulez les trouver, ils seront à :
Douarnenez le mercredi 26 juin 2019 à 19h00 L'Ivraie

Zad Notre-Dame-des-Landes le dimanche 7 juillet 2019

Val susa le samedi 27 juillet 2019 Venaus

Voici le texte distribué :

Et TOC TOC TOC ! On est toujours là !!

Salut,

On a envie de dire 2-3 trucs parce qu'on voit que le collectif *Mauvaise Troupe* va intervenir ce soir.

Mauvaise Troupe c'est un collectif qui a publié plein de textes et livres sur la ZAD de Notre Dame des Landes, il y a des gens de ce collectif qui y vivent depuis des années.

Et dans leurs écrits c'est toujours pareil : une vision ultra romantisée et aseptisée de ce qu'il se passe là-bas, ça parle d'une résistance plus forte et plus belle que tout. On est plusieurs personnes à y avoir passé du temps et à avoir observé qu'elles mettent les moyens pour diffuser leur vision de l'histoire et prendre une place de « porte parole » en écrasant d'autres visions bien plus critiques, que nous partageons.

Les personnes de ce collectif participent (soit en soutenant, soit de manière plus directement active), à des dynamiques de prises de pouvoir sur la ZAD, à des pratiques autoritaires, sans remise en question ou changement malgré les nombreuses critiques et confrontations.

On va pas trop rentrer dans les détails de ce qu'il s'est passé sur la ZAD ces dernières années (on vous file des références de textes en dessous qui parlent de ça, si ça vous intéresse) mais en tous cas, ce collectif et d'autres ont imposé leur vision politique de la lutte.

On peut en voir les conséquences dans comment la zad a évolué : une zone en cours de normalisation, entre autre à travers les négociations avec l'état.

Toute une partie de ceux qui voulaient résister est partie, ne voyant plus de sens à rester sur place et/ou suite aux divers coups de pression (humiliations, menaces, agressions physiques et verbales) de la part de personnes défendant la légalisation en cours et se faisant ainsi les relais de la répression étatique. Par ailleurs, des personnes sont toujours en lutte là-bas contre ces logiques.

Ca nous met très en colère de voir que malgré ça, y a plein de personnes/groupes (dont *Mauvaise Troupe*) qui continuent à voir et présenter, encore aujourd'hui, la ZAD comme un espace de résistance et une victoire politique. En colère qu'elles tirent une légitimité de cette image faussement radicale, qu'elles ont contribué à créer à travers des moyens médiatiques et commerciaux.

En colère et inquiètes que cela leur permette d'exporter leur modèle nocif vers d'autres luttes, comme on peut le voir à travers cette tournée de présentation de leur dernier livre. Une tentative de trouver un nouvel élan en se joignant à l'appel à converger autour de l'anti G7 au Pays Basque cet été.

Alors voilà, on trouvait ça important de faire exister cette critique et partager notre colère et notre méfiance de les voir ici ce soir.

On va pas rester, parce que ce collectif, ces stratégies de luttes et ces pratiques autoritaires plus ou moins bien déguisées, nous prennent déjà bien trop d'énergie dans nos vies, et qu'on a mieux à faire que de les écouter une fois de plus.

* * *

Si vous voulez lire des regards critiques sur ce qu'il s'est passé sur la zad ces dernières années, on vous conseille entre autres :

* « *Zadissidences 1, 2 et 3. Des voix off de la ZAD.* »

* « *Le mouvement est mort, vive la réforme. Une critique de la composition et de ses élites.* »

* « *Des dynamiques inhérentes aux mouvements de contestation* »

* « *À NDDL comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole* » et « *Appel pour retrouver un sens politique à la lutte qui se mène aujourd'hui sur la ZAD* » du collectif contre les normes.

(brochures et textes trouvables sur infokiosques.net ou nantes.indymedia.org)

[Paru sur *Indymedia Nantes*,
15 juin 2019]

...Ce qui est remarquable dans ce qui vient de se passer avec la lutte de Notre-Dame-des-Landes, ce n'est donc pas tant que les citoyennistes n'aient même pas attendu une semaine pour littéralement trinquer avec la préfète et le général d'armée directeur de l'ensemble de la gendarmerie, mais que se soient précisément les partisans inconditionnels de la composition *avec tous* qui aient été la veille parmi les plus zélés à détruire une des deux cabanes et à en expulser ses occupants montés sur le toit. Lorsque *composer* signifie négocier avec l'Etat aux côtés de syndicats et d'élus, lorsque *composer* signifie à un moment crucial de la lutte choisir le camp de l'ordre face aux minorités rétives à toute normalisation, cela ne fait en réalité que révéler le véritable sens de ce mot élastique : la *collaboration avec le pouvoir en place*. Ce type de convergence de fait entre pouvoir et contre-pouvoir, entre constituants et destituants, n'est pas le simple résultat d'une situation d'urgence ou de panique, mais bien la conséquence d'une logique présente dans le concept même de *composition*. Permettant aux autoritaires de tous bords de s'arranger entre eux lorsqu'il le faut, il fonctionne naturellement aussi aux dépens des anti-autoritaires dont les états d'âme sont trop exigeants et pas assez realpolitik...
(*Ci-gît un cadavre*)

Sommaire

Contre l'aéroport et son quoi ? (mars 2013)	2
Ci-gît un cadavre (mars 2018)	16
Mauvais troupiers (juin 2019)	21